



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement

Prouvy, le 30 octobre 2015

Unité territoriale du Hainaut Cambrésis Douaisis
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Affaire suivie par : Hélène VIRETTE
helene.virette@developpement-durable.gouv.fr

Téléphone : 03.27.21.05.15
Télécopie : 03.27.21.00.54

Référence : HV/V2.2015.530

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
(Spécialité INSTALLATIONS CLASSEES)**

POUR PASSAGE EN CODERST

OBJET

Application de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910

Instruction de la demande de dérogation prévue à l'article 17 de l'arrêté sus-visé

RENAULT DOUAI - Usine Georges Besse

N° S3IC

: 070.00727

DEMANDEUR

- **Raison sociale** : **RENAULT DOUAI - Usine Georges Besse**
- **Adresse du siège** : Quai LE GALLO
92100 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX
- **Adresse de l'établissement** : Usine Georges Besse
59509 DOUAI CEDEX
- **Contacts dans l'entreprise** : Gregory FERLIN ☎ : 01.76.83.97.73
Mel : gregory.ferlin@renault.com
Jérôme BRUNDO ☎ : 01.76.83.95.10
Mel : jerome.brundo@renault.com
- **Activité principale** : Constructeur Automobile
- **Effectif** : 4200 personnes

Renault_Douai_RAPCO_070.00727_30102015

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – « certifiée Iso 9001 : 2008 et 14001 : 2004 »
44, rue de Tournai – CS 40259 – 59019 Lille cedex Tél : 03 20 13 48 48 – Télécopie : 03 20 13 48 78 – <http://www.nord-pas.de.calais.developpement-durable.gouv.fr/>

Sommaire du Rapport

Annexe

- 1.- Objet du rapport
- 2.- Présentation de l'établissement
- 3.- Eléments de contexte
- 4.- Demande de dérogation de l'exploitant
- 6.- Conclusion et suites administratives

- 1.- Projet d'arrêté interpréfectoral complémentaire

1.- OBJET DU RAPPORT

La société RENAULT possède plusieurs installations de combustion de grande puissance sur son site de DOUAI. Ces installations sont visées par l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910.

Par courrier en date du 09 décembre 2013, l'exploitant a sollicité une demande de dérogation des valeurs limites d'émissions applicables pour ses chaudières gaz n°1, 3 et 4, respectivement d'une puissance de 11,6, 34,8 et 34,8 MW. Cette demande est faite en application de l'article 17 de l'arrêté ministériel susmentionné.

Le présent rapport vise à statuer sur les suites à donner à cette demande de dérogation.

2.- PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Constructeur automobile depuis 1898, le groupe Renault conçoit, fabrique et commercialise des véhicules sous trois marques : Renault, Dacia et Renault Samsung Motors (RSM).

L'usine George Besse, qui a fêté ses quarante ans d'existence en 2011, est implantée dans une zone semi-urbaine à vocation industrielle d'une surface totale de 350 hectares sur le territoire des communes de Brebières, Cuincy, Lambres-Lez-Douai et Quiéry la Motte.

Les habitations les plus proches sont à 250 mètres au nord des limites de propriété, et les établissements scolaires les plus proches sont à Cuincy, à 2 km au nord-est du site. L'ensemble des bâtiments occupe une superficie totale de 45 hectares et les surfaces imperméabilisées, environ 115 hectares.

L'usine Georges Besse a produit jusqu'à 450.000 véhicules par an. La production a fortement chuté pour atteindre 111.500 véhicules en 2013 et 109 000 véhicules en 2014. Le rythme actuel de production est de l'ordre de 800 véhicules / jour en deux équipes.

Les modèles construits jusqu'à la fin de l'année 2014 sur le site étaient :

- le Scénic
- le Grand Scénic
- le Cabriolet Mégane en très faible volumétrie (une dizaine de véhicules par jour).

La production a évolué depuis le début de l'année 2015 vers la fabrication de véhicules haut de gamme Renault (nouvel Espace, dont la fabrication a été lancée en janvier 2015, nouveau modèle Laguna, appelé Talisman et nouveau Scenic court et long, dont la mise en fabrication est prévue au deuxième semestre 2015, voire en 2016).

Pour cela, les modifications suivantes ont déjà été effectuées, ou sont en cours au sein de l'établissement :

- intégration d'une presse à chaud avec découpe laser,
- projet aluminium :
 - intégration d'outils de presse pour les pièces en aluminium,
 - mise en place de zones retouches (tôlerie et emboutissage),
 - intégration d'une compacteuse des chutes d'aluminium,

- intégration d'une nouvelle presse injection plastique,
- changement du fluide R134a par le hfo1234y,
- augmentation du stockage des pièces plastiques au DB1.

Toutes ces modifications entrent dans le cadre du développement du projet dénommé 15/40.

Les activités de l'établissement relèvent de l'autorisation préfectorale et sont soumises aux dispositions de l'arrêté interpréfectoral d'autorisation du 10 décembre 2012. Compte tenu des modifications ci-dessus décrites, non substantielles, des changements réglementaires intervenus depuis la parution de l'arrêté susvisé, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant certaines prescriptions dudit arrêté a été adressé à l'exploitant par courriel du 25 novembre 2014. Il est actuellement en cours d'examen par l'exploitant à qui l'inspection a demandé de préciser le classement des installations au regard de la nomenclature des installations classées modifiée le 1^{er} juin 2015 et notamment des nouvelles rubriques 4000 découlant de l'application de la nouvelle directive dite "SEVESO 3".

3.- ELEMENTS DE CONTEXTE

L'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2014. Il s'applique à compter de cette date aux installations de combustion, à l'exception des turbines et des moteurs, autorisées à compter du 1^{er} novembre 2010 ainsi qu'aux turbines et moteurs autorisés à compter du 1^{er} janvier 2014. Il s'applique à compter du 1^{er} janvier 2016 aux autres installations de combustion.

Les dispositions de cet arrêté ministériel sont transposées de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dite IED) lorsqu'elles s'appliquent.

L'établissement SNC RENAULT possède plusieurs installations de combustion. Les installations les plus puissantes sont les suivantes:

Numéro de chaudière	Puissance thermique en MW	Combustible	Localisation
1	11,6	gaz naturel	Bâtiment K1
3	34,8	gaz naturel	Bâtiment K1
4	34,8	gaz naturel	Bâtiment K1

Celles-ci sont utilisées pour la production de chaleur :

- pour alimenter le process (chauffage des bains de traitement de surface et de cataphorèse : respectivement 630 et 185 m³),
- pour chauffer les locaux de l'usine,
- pour les installations annexes nécessitant des besoins de chaleur.

Les émissaires de rejets (cheminées) satisfont aux caractéristiques suivantes :

Désignation de l'émissaire	Hauteur (en mètre)	Conduit raccordé	Section au débouché (m ²)	Numéro de chaudière raccordée	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
1	46	1a	1,41	1	28000	6
		1b	1,41	3	84000	8
2	46	2a	1,41	4	84000	8

L'article 33 de l'arrêté interpréfectoral du 10 décembre 2012 impose les valeurs limites d'émission données par le tableau suivant (concentrations données en mg/Nm³):

Concentrations instantanées (mg/Nm ³)	Emissaire 1a	Emissaire 1b	Emissaire 2a
NO _x (en équivalent NO ₂)	225	225	225
Poussières	5	5	5
CO	100	100	100

A titre d'information, les valeurs limites des arrêtés ministériels des 30/07/2003 et 26/08/2013 pour ce type d'installations sont les suivantes:

Paramètre	VLe de l'arrêté du 30/07/03 (applicable jusqu'au 31/12/15)	VLe de l'arrêté du 26/08/13 (applicable à compter du 01/01/16)
NO _x (en équivalent NO ₂)	225	100
Poussières	5	5
CO	100	100
SO ₂	35	35

Ces chaudières ont été implantées à l'installation de l'usine en 1971. Aussi, compte tenu de leur vétusté, l'exploitant n'envisage pas d'investir sur ces appareils pour atteindre les seuils fixés par l'AM du 26/08/2013 en ce qui concerne la qualité des rejets atmosphériques, notamment pour les NO_x pour lesquels la concentration maximale au rejet applicable au 1^{er} janvier 2016 est fixée à 100 mg/Nm³, même si les rejets actuels ne sont pas trop éloignés de cet objectif :

- Ch 1 : 121,8 mg/Nm³ ; 122,9 mg/Nm³ ; 136,6 mg/Nm³ ; valeurs mesurées en 2014,
- Ch 3 : 130,4 mg/Nm³ ; valeur mesurée en 2014,
- Ch 4 : 112,0 mg/Nm³ ; valeur mesurée en 2014.

Après avoir obtenu l'accord du Groupe, l'exploitant se dirige vers le remplacement des installations par d'autres chaudières à meilleur rendement énergétique (95 % au lieu de 91 % pour les installations actuelles) et de puissance globale un peu plus faible (76 MW au lieu de 81,2 MW).

Le remplacement des chaudières ne peut se concevoir dans le bâtiment chaufferie actuel, celui-ci contenant des parties amiantées.

Il est donc prévu la construction d'un nouveau bâtiment à proximité immédiate du bâtiment actuel pour l'implantation des nouvelles chaudières et le désamiantage des anciennes chaudières et du bâtiment les abritant avant sa destruction.

Le coût global des opérations précitées se monte à 5,6 M€ pour le remplacement des chaudières, auxquels il faut ajouter 2,1 M€ pour les travaux annexes liés à ce changement.

L'exploitant a prévu d'effectuer ces opérations avant d'avoir atteint les 17 500 heures de fonctionnement, dont la date a été planifiée à août 2018, soit largement avant l'échéance réglementaire fixée au 31 décembre 2023.

4. – DEMANDE DE DEROGATION DE L'EXPLOITANT

Pour pouvoir faire supporter des investissements lourds sur plusieurs années, l'exploitant sollicite une dérogation prévue par l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013.

Cet article prévoit les dispositions suivantes :

« I. Les valeurs limites d'émission visées aux articles 10, 11 et 12 du présent arrêté ne s'appliquent pas à l'installation de combustion pour laquelle l'exploitant s'engage, dans une déclaration écrite adressée au préfet, au plus tard le 1er janvier 2014, à ne pas l'exploiter pendant plus de dix-sept mille cinq cents heures d'exploitation entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2023 au plus tard. L'installation de combustion est alors soumise aux dispositions prévues aux II et III du présent article.

Cette dérogation n'est pas applicable aux installations de combustion qui ont obtenu une dérogation au titre du II de l'article 3 de l'arrêté du 30 juillet 2003 susvisé.

II. Pendant la période allant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2023, les valeurs limites d'émission fixées pour le SO₂, les NO_x et les poussières dans l'arrêté préfectoral de l'installation applicable au 31 décembre 2015, conformément notamment aux exigences des arrêtés du 23 juillet 2010, du 31 octobre 2007, du 30 juillet 2003, du 20 juin 2002 et du 11 août 1999 susvisés et des

directives 2001/80/CE et 2008/1/CE, sont au moins maintenues pendant le restant de la vie opérationnelle de l'installation de combustion. Toute installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 500 MW utilisant des combustibles solides, qui a obtenu pour la première fois une autorisation après le 1er juillet 1987, respecte les valeurs limites d'émission pour les oxydes d'azote fixées au II des articles 10, 11 et 12 du présent arrêté.

Un arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement fixe la date de fermeture de l'installation, le nombre d'heures d'exploitation à ne pas dépasser ainsi que les valeurs limites applicables.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées chaque année à partir du 1er janvier 2016 un relevé du nombre d'heures d'exploitation de l'installation.

III. L'installation est mise à l'arrêt dès lors qu'elle a atteint 17 500 heures d'exploitation et, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2023. Au-delà de dix-sept mille cinq cents heures d'exploitation ou après le 31 décembre 2023, l'exploitation de l'installation est possible sous réserve d'obtenir une nouvelle autorisation du préfet qui nécessite le dépôt d'une nouvelle demande prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. L'installation est alors considérée comme une installation nouvelle et elle est soumise aux dispositions du présent arrêté en fonction de la date de cette dernière autorisation. »

C'est donc au titre de cet article que l'exploitant a sollicité une dérogation des valeurs limites d'émission des effluents gazeux de ses installations n°1 – n°3 et n°4.

Ces valeurs seront applicables jusqu'à la vérification d'une des 2 conditions suivantes :

- l'atteinte de 17 500 heures de fonctionnement de la chaudière ;
- l'atteinte de la date du 31 décembre 2023.

Formellement, la demande de RENAULT a été transmise par le courrier du 09 décembre 2013 et concerne les NOx les rejets actuels ne soient pas trop éloignés de la valeur limite prescrite par le dernier arrêté ministériel (100mg/Nm³)

- Ch 1 : 121,8 mg/Nm³ ; 122,9 mg/Nm³ ; 136,6 mg/Nm³ ; valeurs mesurées en 2014,
- Ch 3 : 130,4 mg/Nm³ ; valeur mesurée en 2014,
- Ch 4 : 112,0 mg/Nm³ ; valeur mesurée en 2014.

La demande de dérogation ne portant que sur les rejets de NOx, les installations de combustion de l'établissement seront soumises aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 en ce qui concerne les poussières et le SO₂, dès le 1^{er} janvier 2016.

Pour ce qui est du paramètre NOx, compte tenu des résultats de mesures évoqués ci-avant, l'inspection propose d'imposer un seuil de 150 mg/Nm³ pendant la période dérogatoire, intermédiaire entre le seuil applicable aux installations de combustion au 31 décembre 2015 et celui fixé par l'arrêté du 26 août 2013 susvisé.

L'exploitant a donné son accord sur ce seuil.

Concernant les investissements prévus (remplacement des installations par des chaudières à haut rendement énergétique), l'exploitant a précisé par courrier du 06 mars 2015 que le projet a été validé par le Comité d'Organisation Industrielle Groupe le jeudi 05 mars 2015.

L'exploitant a étudié plusieurs solutions (rénovation, remplacement en lieu et place, cogénération biomasse). Le dossier présente notamment les coûts engendrés ainsi que les retours sur investissement estimés.

5. – CONCLUSION ET SUITES ADMINISTRATIVES

RENAULT Douai a sollicité une dérogation aux valeurs limites d'émissions (concentrations) en NOx pour ses installations de combustion n°1, 3 et 4 fonctionnant au gaz naturel. Cette demande est prévue par l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26/08/2013.

L'Inspection estime que la demande de l'exploitant est recevable ; les engagements de mise en conformité du site, par le remplacement des installations à l'horizon 2018, étant pris par l'exploitant. Ainsi, l'Inspection est favorable à l'octroi de la dérogation demandée.

Ainsi, au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire en annexe 1, l'Inspection propose en premier lieu d'abroger les valeurs limites d'émissions (en concentrations) fixées par l'article 33 de l'arrêté interpréfectoral du 10 décembre 2012 et de les remplacer par les valeurs limites prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2013, en tenant compte pour une période intermédiaire jusqu'au 1er janvier 2019, d'une valeur limite pour le paramètre NO_x de 150mg/Nm³.

De plus, en application de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013, l'Inspection propose, par le même projet d'arrêté préfectoral complémentaire :

- d'imposer l'arrêt du fonctionnement de installations n°1, n°3 et 4 soit après 17 500 heures de fonctionnement soit au 31/12/2023 (premier terme échu). Au-delà, l'obtention d'une nouvelle autorisation sera nécessaire ;
- d'imposer la transmission annuelle du relevé du nombre d'heures de fonctionnement des installations n°1, n°3 et n°4

L'Inspectrice de l'environnement
Spécialité installations classées



Hélène VIRETTE

Vu et transmis à Monsieur le Chef du Service Risques

Prouvy, le

La Cheffe de l'Unité Territoriale du Hainaut-Cambrésis-Douaisis


Isabelle LIBERKOWSKI

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet
de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord – DiPP/BICPE

Lille, le

12 NOV. 2015
Pour le Directeur et par délégation,
L'Ingénieur des Mines,
Chef du Service Risques


David TORRIN

ANNEXE: Projet d'arrêté interpréfectoral complémentaire

PROJET D'ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL IMPOSANT A LA SNC RENAULT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES POUR SES INSTALLATIONS DE COMBUSTION SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE CUINCY, LAMBRES-LEZ-DOUAI, BREBIÈRES ET QUIÉRY-LA-MOTTE

Le Préfet de la région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord,

Le Préfet du Pas-de-Calais,

VU le Code de l'Environnement, et en particulier son article R.512-31 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 31 juillet 2014 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord (hors classe) - M. CORDET (Jean-François) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-10-120 du 14 février 2013 accordant délégation de signature ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW_{th} ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931, et notamment son article 17 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 1^{er} juillet 2014 relatif à la mise en œuvre du plan de protection de l'atmosphère révisé pour le Nord – Pas-de-Calais, et notamment son article 17 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 10 décembre 2012 accordant à la SNC RENAULT l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une usine de construction de véhicules automobiles située sur le territoire des communes de Cuiancy, Lambres-Lez-Douai, Brebières et Quiéry-La-Motte ;

VU la demande d'aménagement des valeurs d'émissions des rejets gazeux de certaines chaudières de l'établissement SNC RENAULT DOUAI, transmise par courrier de l'exploitant réf GF/13/103 du 09 décembre 2013 ;

VU le rapport de l'Inspection de l'environnement – spécialité installations classées – référencé HV/V2.2015.XXX du XXX 2015 ;

VU le courrier (électronique) de l'Inspection du XX/XX/2015 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU le courrier (électronique) de l'industriel du XX/XX/2015 en réponse ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Pas-de-Calais en date du XX/XX/2015, à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du XX/XX/2015 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'aménagement des valeurs d'émissions des rejets gazeux de la société SNC RENAULT à DOUAI est jugée recevable par l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées) ;

CONSIDÉRANT que les conditions dans lesquelles l'aménagement des valeurs limites d'émission des rejets gazeux ne génèrent pas de risques sanitaires inacceptables aux alentours de l'établissement étant donné les niveaux de NOx rejetés ;

CONSIDÉRANT que la société SNC RENAULT à Douai s'est engagée à remplacer les installations concernées en 2018 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas émis d'observations dans les délais réglementaires ;

Sur proposition des Secrétaires généraux des préfectures du Nord et du Pas-de-Calais,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1

La Société RENAULT SNC, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 19 Quai Le Gallo - 92109 BOULOGNE-BILLANCOURT, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son usine de construction automobile sur le territoire des communes de Cuincy, Lambres-lez-Douai (Nord), Brebières et Quiéry-la-Motte (Pas-de-Calais).

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs sont complétées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2 – ACTUALISATION DES VALEURS LIMITES DE REJETS ATMOSPHERIQUES

Les dispositions de l'article 33 de l'arrêté interpréfectoral du 10 décembre 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

"

I. Généralités

Les rejets issus des installations de combustion respectent les valeurs limites prévues par le présent article, les concentrations en polluants étant exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents de 3% en volume.

Ces valeurs limites s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations, ces périodes étant cependant aussi limitées dans le temps que possible.

II. Valeurs limites en concentration

Les rejets issus des installations de combustion respectent les valeurs limites en concentration suivantes.

Concentrations instantanées (mg/Nm ³)	Emissaire 1a			Emissaire 1b			Emissaire 2a		
	Jusqu'au 31/12/2015	Du 01/01/2016 au 31/12/2018	A compter du 01/01/2019	Jusqu'au 31/12/2015	Du 01/01/2016 au 31/12/2018	A compter du 01/01/2019	Jusqu'au 31/12/2015	Du 01/01/2016 au 31/12/2018	A compter du 01/01/2019
NO _x (en équivalent NO ₂)	225	150	100	225	150	100	225	150	100
Poussières	5	5	5	5	5	5	5	5	5
CO	100	100	100	100	100	100	100	100	100
SO ₂		35	35		35	35		35	35

III. Valeurs limites en flux

Les rejets issus des installations de combustion respectent les valeurs limites en flux suivantes.

Flux (kg/h)	Emissaire 1a			Emissaire 1b			Emissaire 2a		
	Jusqu'au 31/12/2015	Du 01/01/2016 au 31/12/2018	A compter du 01/01/2019	Jusqu'au 31/12/2015	Du 01/01/2016 au 31/12/2018	A compter du 01/01/2019	Jusqu'au 31/12/2015	Du 01/01/2016 au 31/12/2018	A compter du 01/01/2019
NO _x (en équivalent NO ₂)	6,3	4,2	2,8	18,9	12,6	8,4	18,9	12,6	8,4
Poussières	0,14	0,14	0,14	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42	0,42
CO	2,8	2,8	2,8	8,4	8,4	8,4	8,4	8,4	8,4
SO ₂		0,98	0,98		2,94	2,94		2,94	2,94

"

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX CHAUDIERES 1, 3 et 4

Les chaudières n°1, n°3 et n°4 fonctionnant au gaz naturel sont mises à l'arrêt dès lors qu'elles ont respectivement atteint 17 500 heures d'exploitation (à compter du 1^{er} janvier 2016) et, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2023.

Au-delà de ces 17 500 heures de fonctionnement ou après le 31 décembre 2023, l'exploitation de ces chaudières est possible sous réserve d'obtenir une nouvelle autorisation du préfet qui nécessite le dépôt d'une nouvelle demande prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. L'installation est alors considérée comme une installation nouvelle et elle est soumise aux dispositions du présent arrêté en fonction de la date de cette dernière autorisation.

À partir du 1^{er} janvier 2016, l'exploitant transmet annuellement à l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées) un relevé du nombre d'heures d'exploitation de l'installation pour chacune des chaudières ainsi que l'état d'avancement du remplacement des installations. Chaque année, le relevé portant sur l'année n est transmis avant le 1^{er} mars de l'année (n+1). Ce relevé indique *a minima* le nombre d'heures d'exploitation de l'installation sur l'année écoulée, mais également depuis le 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R. 514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif ;
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 6 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé dans les mairies de Cuincy, Lambres-lez-Douai, Brebières, Quiéry-la-Motte et pourra y être consulté,
- cet arrêté sera affiché en mairies de Cuincy, Lambres-lez-Douai, Brebières, Quiéry-la-Motte pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des Maires de ces communes.

Ce même arrêté sera affiché en permanence sur le site par la société SNC RENAULT à DOUAI.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

Les secrétaires généraux des préfectures du Nord et du Pas-de-Calais et le sous-préfet de Douai sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation est adressée à :

- ➡ Messieurs les Maires de Cuincy, Lambres-Lez-Douai, Courchelettes, Douai, Esquerchin, Férin, Flers-en-Escrebieux, Lauwin-Planque, Brebières, Quiéry-la-Motte, Corbehem, Gouy-sous-Bellonne, Hénin-Beaumont, Izel-les-Esquerchin, Noyelles-sous-Bellonne, Vitry-en-Artois,
- ➡ Monsieur le Directeur Régional de l'Aménagement et du Logement.

